

Penser le 26 mars : pour un bilan du souverainisme post-référendaire

Cette histoire est aussi importante qu'elle est compliquée. Elle flotte à la surface tantôt agitée, tantôt assoupie, de l'éternel débat sur l'indépendance.

Guy Frégault, Lionel Groulx tel qu'en lui-même

« Je ne peux croire que le Québec sera dirigé un jour par l'ADQ. Je ne peux croire qu'on est prêt à passer à droite[1]. » Cette déclaration de Michel Gauthier, au lendemain du 26 mars dernier, en dit beaucoup sur la crise actuelle de la pensée souverainiste. Pour plusieurs, l'événement était impensable. Pour cela, il demeure impensé dans la plupart des instances souverainistes, qu'elles s'affairent sur la scène fédérale ou québécoise. Seules des circonstances exceptionnelles expliqueraient l'émergence d'un parti plutôt conservateur dans une société officiellement convertie à l'idéalisme postmoderne. Des circonstances désolantes, évidemment, poussant à la recherche active d'un bouc émissaire à sacrifier, pour ne pas se questionner plus sérieusement sur les causes d'une défaite annonciatrice du pire pour le mouvement souverainiste. Ils furent nombreux à se rassurer à coup de lettres ouvertes aux grands quotidiens, pour décrier le peu de profondeur de ce conservatisme émergent et faire porter toute la responsabilité de la défaite au nouveau chef André Boisclair. C'était pourtant confondre causes et conséquences et refuser de penser la dernière décennie du souverainisme officiel. Car l'émergence de l'Action démocratique du Québec n'était ni imprévisible, ni inattendue. Que les commentateurs ne l'aient sérieusement envisagée qu'une fois survenue confirme seulement la pauvreté conceptuelle du prêt-à-penser médiatique, incapable de discerner dans le fil de l'actualité le récit par lequel une société trouve une cohérence malgré la dispersion des événements l'interpellant. Pour reprendre le constat plein de bon sens d'Yves Boisvert, la droite « n'a pas vraiment monté. Elle s'est simplement montrée[2]. » Ce qui n'empêche pas de se demander : pourquoi *maintenant* ? Question exigeant une réflexion sur la décennie post-référendaire, pour bien voir quelles problématiques s'y sont entrecroisées pour engendrer un nouvel espace politique, probablement appelé à durer.

Disons-le tout de go : l'élection du 26 mars dernier jette à bas la scène mise en place depuis un demi-siècle pour accueillir et résoudre la question nationale. Une scène où le principal clivage entre des partis coalisait de grands pans de l'électorat dans une lutte à finir pour ou contre la souveraineté nationale. C'est tout le décor politique qui vient de changer. Se profilent de nouvelles questions et s'en effacent d'autres, sur fond d'implosion de la conscience historique et de la question nationale qu'elle contenait. Se dessinent aussi les contours d'une nouvelle époque dans la démocratie québécoise, où les souverainistes n'auront plus qu'un rôle mineur, marginal. Nul n'échoue dans la poursuite de son indépendance sans en payer le prix. À la fin des années 1990, quelques années après le dernier référendum, quelques-uns risquaient déjà le constat « la fin est proche : juste derrière nous[3] ». C'était

une formule de *Sortie de secours*. Bernard Landry pouvait bien égrener les 1000 jours avant le grand soir, Jean-François Lisée avait pourtant raison : la guerre d'indépendance avait échoué. D'autres se poseront la question de Claude Morin : que faire si un référendum gagnant sur l'indépendance politique demeurerait inenvisageable à court ou moyen terme ? Chose certaine, il ne servait à rien d'entonner avec d'autres le refrain du référendum volé, non plus que celui du match nul, prochainement suivi d'un éventuel match revanche. On ne pouvait étirer la sauce référendaire sans perdre pour de bon l'intérêt d'un électorat alors tiraillé par d'autres préoccupations. Comme l'écrira à ce moment Christian Dufour, le nationalisme d'affirmation était appelé pour un temps à céder la première place à un nationalisme de conservation se résignant à la prose des jours ordinaires, sans l'élan créateur des grands moments politiques[4].

UN SOUVERAINISME DÉNATIONALISÉ

Il y avait donc impasse. Non seulement pour les indépendantistes, mais pour l'ensemble du Québec politique, bien obligé de constater le peu de marge de manœuvre d'une société accumulant les défaites, et pour cela très affaiblie dans un ensemble canadien résolu à punir sa province insurgée. Pour un temps, il fallait se refaire des forces, quitte à désinvestir le souverainisme du maximalisme référendaire, traduction stratégique d'une certaine téléologie démentie plus d'une fois par la réalité québécoise. Déjà, la donne avait tout pour déprimer les défenseurs de la cause québécoise. Quelle qu'en soit l'ampleur, le peuple québécois sortirait affaibli d'une autre défaite souverainiste. C'était sans compter la tournure bien spéciale de la soirée référendaire, qui allait transformer une défaite en catastrophe, avec les déclarations désormais bien connues du premier ministre Jacques Parizeau. Selon le seul calcul démographique, le constat du chef péquiste était indéniable et n'aurait certainement pas dû entraîner une telle controverse, si l'aile moderniste du Parti québécois n'avait profité de son indécatesse pour entreprendre le procès d'un nationalisme jugé désuet, un peu conservateur. Tout sera fait pour disculper le PQ du moindre soupçon, quitte à convertir de force la base militante à la religion multiculturelle et ses grands prêtres. Tout sera fait pour vider le camp national de sa frange d'indésirables, qu'on assimilera désormais aux purs et durs, ces derniers représentant les franges souverainistes ne communiant pas au saccage de l'identité nationale.

Ce sera l'heure du souverainisme pénitentiel, hygiénique, aussi moral qu'impuissant, celui des professeurs en colloque qui multiplieront les tables rondes pour élargir le cercle de la nation et prescriront pour l'ensemble de la population une thérapie identitaire censée la convertir du nationalisme « ethnique » au nationalisme « civique ». Cet aplatissement administratif d'une nation où la démocratie fonctionnera au juridisme bas de gamme serait une bonne nouvelle pour tous : la société québécoise y ferait l'expérience d'une appartenance multiple, recomposée, ouverte à tous les apports, et patronnée par la Charte québécoise des droits et libertés. Les penseurs du souverainisme officiel s'amuseront dans la mise en scène d'une grande fiction, celle d'une nation sans héritage historique, pure construction de l'esprit professoral. On disqualifiera la question linguistique au nom d'un cosmopolitisme montréalais magnifié. On évidera aussi la conscience historique de ses contenus particuliers en crevant le mythe des deux peuples fondateurs, condamné au nom de la société multiculturelle à construire et mettre en récit. Grand théoricien de cette métamorphose, Gérard Bouchard résumera le tout en appelant à « brûler les souches aux feux de la Saint-Jean », ouverture à l'autre oblige[5]. Désormais, nous serons des « bâtards[6] » fiers de l'être, écrira le sociologue historien, qui nous invitera à « concevoir la nation québécoise comme un assemblage de groupes ethniques : les Canadiens français ou Franco-Québécois, les autochtones, les Anglo-Québécois, toutes les communautés culturelles[7] », ce qui ne l'empêchera pas de se désoler quelques années plus tard du

déclin du nationalisme identitaire dans le discours souverainiste contemporain, dont il aura pourtant été un des principaux théoriciens[8].

LE SOUVERAINISME, POURSUITE DU PROGRESSISME PAR D'AUTRES MOYENS

Sans surprise, ils furent plusieurs, depuis la dernière élection, à se questionner sur les effets d'un tel discours. Au moment de poser sa candidature à la direction du PQ, Pauline Marois se déclarait ainsi favorable à un nouvel accouplement de la souveraineté et de l'identité. Comme s'ils sortaient d'un coma idéologique, bien des officiels du Parti québécois se dirent prêts à suivre le pas. Plusieurs chercheront même à comprendre un tel dérapage sans pour autant réfléchir aux articulations entre cette dénationalisation et leur conversion à un certain progressisme qui accélérerait la déconstruction de l'identité québécoise au nom de sa modernisation sociale et idéologique. Reprenons le problème tel qu'il se posait alors : sans contenus historiques particuliers, la nation québécoise risquait de manquer de traits distinctifs par rapport au Canada anglais. Comment lutter pour l'indépendance d'une nation dont on refusait désormais d'assumer l'identité ? Il fallait donc lui en construire une nouvelle à partir de matériaux sociaux dispersés, que les ingénieurs identitaires mobilisés par l'élite souverainiste rassembleront sous le signe d'une cohérence collective improvisée.

C'est ce qu'on appellera dans les cercles d'initiés la *nouvelle nation québécoise*. L'identité québécoise serait à reconstruire dans une citoyenneté pluraliste et chartiste, accrochée à une démocratie participative, sous le signe d'un modèle québécois sacralisé. Nul besoin désormais de coaliser des souverainistes dispersés sur l'espace politique selon différentes lignes de clivages idéologiques. L'équation était apparemment simple : on sera d'autant plus Québécois qu'on sera progressiste, on sera d'autant plus souverainiste qu'on sera à gauche. Il s'agissait alors d'articuler autour du projet souverainiste l'ensemble des causes sociales disponibles dans l'espace public, portées par le désir d'un autre monde possible. Désormais, la souveraineté sera à accrocher à un projet de société que la nouvelle déclaration de principe adoptée au congrès de 2005 officialisera en annonçant qu'un Québec libre sera « écologique, solidaire, démocratique, francophone, inclusif, pacifique, prospère, créatif et fier de lui[9] ». Cette démarche serait d'autant plus impérieuse qu'elle permettrait éventuellement l'accueil des nouvelles générations dans la cause nationale « à condition, affirmera Michel Venne, que la souveraineté, prise comme un moyen plutôt que comme une fin, soit un instrument qui permette de bâtir au Québec une société solidaire, responsable et soucieuse du développement durable[10] ». De jeunes générations portées par l'idéalisme altermondialiste seraient prêtes à se mobiliser pour le souverainisme pour peu que son leadership l'investisse enfin d'une certaine utopie sociale métamorphosant le Québec en laboratoire à ciel ouvert pour de grandes expérimentations progressistes[11].

Métamorphose stratégique, diront plusieurs. Et de fait, ces années furent marquées chez les péquistes par une grande crainte : celle que ne se développe une alternative à gauche sous la présidence de Françoise David, même si la réalité des choses ne cadrerait pas avec cette peur immodérée d'une ultragauche fantomatique. On négligerait à tort sa dimension idéologique, encore plus forte chez les nouvelles élites incorporées à l'appareil du PQ, provenant la plupart du temps de mouvements sociaux radicaux, animées seulement d'un rapport instrumental au souverainisme[12]. Désormais, le souverainisme correspondra surtout à la poursuite du progressisme par d'autres moyens. Dans un document fort controversé et absolument délirant, plaidant pour l'enseignement de la souveraineté à l'école – ce qui témoignait de la dénaturation pédagogique du politique dans les instances d'un mouvement national dévasté par la rectitude progressiste et gagné par cette logique proprement

autoritaire où l'école sert désormais de laboratoire idéologique et non plus d'institution assurant l'instruction et l'éducation des enfants – les animateurs du Conseil de la souveraineté ont imaginé les lendemains de l'indépendance sous la forme d'un petit paradis égalitaire, féministe et écologiste, aligné sur l'altermondialisme sud-américain[13]. C'est dans cet esprit que de jeunes députés péquistes, après avoir écrit dans un premier rapport très médiatisé que la souveraineté ne devait plus s'articuler autour d'enjeux linguistiques et identitaires, affirmèrent qu'il était désormais nécessaire de remplacer le nationalisme par l'écologisme comme moteur idéologique de la lutte pour la souveraineté. La souveraineté n'aurait désormais de sens que pour transformer le Québec en nation émissaire du développement durable à l'échelle mondiale, première république écologiste qui devrait mener une perpétuelle ambassade pour l'idéal vert sur la scène mondiale. « Faire du Québec un chef de file mondial en terme de développement durable, de gestion rationnelle des ressources et des technologies de l'environnement sera, nous en sommes convaincus, un projet qui mobilisera tout le Québec à l'instar de la Révolution tranquille. [...] Le projet d'une société plus écologique et plus respectueuse de ses ressources ne peut se réaliser complètement que par le projet de souveraineté du Québec ». C'est aussi dans cette perspective que le chef péquiste André Boisclair appellera, à la fin de la dernière campagne, les « écologistes, pacifistes, progressistes, féministes et altermondialistes » à se ranger en bloc derrière son parti, pour faire barrage à la droite, qui compromettrait par son accession au pouvoir le modèle québécois dans ses différentes facettes[14].

Ce messianisme compensatoire aura contribué à la déréalisation de l'espace public québécois. De la lutte contre le « réchauffement global » au pacifisme de l'été 2006 en passant par l'altermondialisme, on ne compte plus les questions où les souverainistes auront succombé à une forme de moralisme humanitaire et postmoderne contraire aux problèmes réels interpellant une petite nation française minoritaire dans l'ensemble américain. Posture contre-productive électoralement, on le précisera, un parti politique ne pouvant durablement s'éloigner de son électorat sans que ce dernier ne finisse par lui en faire payer le prix. Si le progressisme, au Québec comme ailleurs, exerce une hégémonie idéologique parmi les couches supérieures de la population, il n'en demeure pas moins minoritaire dans la population, et plus encore, dans les classes moyennes et populaires. Sur l'espace politique déserté par un PQ convaincu des vertus électorales de son grand virage à gauche, se trouvait un électorat considérable, plutôt souverainiste sans être résolument indépendantiste, désormais disponible pour qui élaborerait une offre politique susceptible d'exprimer électoralement un nationalisme ordinaire, de sens commun. Un électorat centriste ou conservateur n'adhérant pas vraiment aux « valeurs québécoises » de nos progressistes et prêt à quitter la coalition souverainiste le jour où celle-ci ne serait plus la représentante exclusive de la fidélité au Québec. C'est ce que j'ai appelé ailleurs le cul-de-sac progressiste du Parti québécois en parlant d'une stratégie qui l'amenait à se replier sur les franges les plus étroites de son électorat en pensant paradoxalement ouvrir son projet à un très vaste bassin d'électeurs[15].

QUAND LE CENTRE PASSE À DROITE

Cet écartèlement électoral n'était pas imprévisible. On l'a oublié, mais la secousse des élections partielles de l'été 2002 aurait du envoyer le signal aux souverainistes de la concrétisation sur leur droite d'une option nationaliste désormais capable de les remplacer. Que l'ADQ ait payé le prix de son amateurisme aux élections de 2003 ne changeait pourtant rien à cette transformation en profondeur de la démocratie québécoise. D'ailleurs, pour peu qu'on prenne en considération les questions qui surgirent dans l'espace public depuis l'élection d'avril 2003, on remarquera que la plupart d'entre elles étaient de tonalité conservatrice, avec la formulation d'un déclinisme à la québécoise que le *Manifeste*

pour un Québec lucide contribuera à mettre en scène dans sa critique pourtant modérée d'un Québec bloqué par des corporatismes communautaires se réclamant de la démocratie participative pour contrer le pouvoir politique, pourtant élu. De la même manière, l'élection de plusieurs députés conservateurs dans la région de la capitale nationale, à l'élection fédérale de janvier 2006, confirmait aussi à l'observateur de la scène politique un prochain bouleversement électoral à l'échelle québécoise, conforme à ce que la politologie présente normalement comme une élection de réalignment. Il était évident que le créneau électoral porteur à partir des années 2000 se situait de plus en plus à la droite du centre, loin du consensus progressiste des élites officielles. Il était aussi évident que les souverainistes s'en éloignaient en s'égarant sur le chemin de l'idéalisme postmoderne.

Il faudra sortir de la théorie du « parking » pour comprendre l'appui à l'Action démocratique en y reconnaissant non seulement un vote de protestation, mais aussi, d'adhésion. Ce n'est pas malgré son conservatisme, mais grâce à lui, que l'ADQ est parvenu à gagner le suffrage québécois en général, et une bonne partie de l'électorat nationaliste en particulier. Consentant enfin à dépasser un pragmatisme gestionnaire seulement consacré à la critique du modèle québécois, Mario Dumont embrassa un conservatisme de sens commun, avec certains contenus bien définis. Sur plusieurs problèmes, c'est à l'encontre du consensus officiel que Mario Dumont définira la position de son parti, au fil des années, en prenant parti pour la famille contre sa dénaturation plurielle, pour l'enseignement traditionnel contre le pédagogisme démocratique, pour une natalité québécoise dans un contexte de déclin démographique, et cela, malgré le grand sermon féministe. Mais surtout, et comme ailleurs en Occident, c'est parce qu'il s'est engagé dans l'approfondissement identitaire de son conservatisme que Mario Dumont a enfin su concrétiser ses appuis dispersés, au moment de la controverse des accommodements raisonnables, à l'automne 2006. Dans un climat d'intolérance idéologique au service du consensus progressiste, alors que l'intelligentsia pluraliste s'apprêtait encore une fois à administrer à la population une thérapie pluraliste et que le chef péquiste en appelait à la Charte des droits en affirmant que le problème des accommodements raisonnables ne concernait aucunement la défense de l'identité québécoise[16], Mario Dumont plaidera pour une forme de réaffirmation identitaire centrée sur la défense de la majorité francophone. Comme il le déclarait au plus fort de la controverse, les Québécois « se sont battus avec trop d'acharnement à porter [leur] langue et [leur] identité à travers les siècles sur ce continent pour que tout cela s'estompe bêtement au fil d'un déclin démographique[17] ». C'est le point fixe du consensus progressiste que Mario Dumont visait à travers ce positionnement semblable à celui adopté dans sa campagne présidentielle par Nicolas Sarkozy, à partir de l'hiver 2007[18]. Certes, une bonne partie de la classe médiatique cherchera à discréditer le chef de l'ADQ. Sans hésitation, les gardiens du consensus progressiste chercheront à refouler hors du domaine public les préoccupations que désirait y introduire le chef conservateur, en accusant Mario Dumont de singer Jean-Marie Le Pen ou la droite religieuse américaine[19]. Le torrent semblait toutefois trop fort pour être arrêté encore une fois par le barrage de l'intimidation morale et de la criminalisation médiatique. Au grand dam des défenseurs d'un multiculturalisme auquel on souhait convertir la population québécoise sans jamais la consulter, le nationalisme qu'on avait occulté semblait encore vivant et demeurait encore canalisable politiquement, pour peu qu'une offre électorale sérieuse cherche à se l'approprier. En fait, le nationalisme était d'autant plus à vif qu'on avait cherché pendant trop longtemps à le nier. Contre la déréalisation de l'identité nationale par les grands prêtres de la rectitude progressiste, c'est pour une forme de « réenracinement » que le Québec francophone se sera prononcé[20]. En approfondissant son conservatisme d'un nationalisme déculpabilisé, l'ADQ sera parvenue à déclasser un Parti québécois de moins en moins disposé à défendre l'identité québécoise qui ne problématisait plus ses périls au-delà d'une critique appauvrie de l'ensemble canadien.

DU SOUVERAINISME POST-NATIONAL AU NATIONALISME POST-

SOUVERAINISTE

Mais si la rhétorique adéquate témoignait d'une exaspération légitime d'une bonne part de la population et ouvrait dans le domaine public la possibilité d'un discours porteur du nationalisme majoritaire, on peut se demander si ceux qui portèrent ce désir de réaffirmation ne traduisirent pas aussi au même moment une forme de régression identitaire sur la question fondamentale de la cohésion collective, comme en aura témoigné la posture de l'ADQ dans ce débat qui se sera discrètement résigné à replier l'identité nationale sur ses bastions régionaux et provinciaux, loin d'une métropole désormais reniée. Car dans certains milieux, on semble décidé à assumer pour de bon la cassure entre Montréal et les régions avec le sacrifice de la première au cosmopolitisme multiculturel. Se profile à l'horizon la provincialisation de l'identité nationale, comme la controverse des accommodements raisonnables l'a laissé deviner en décentrant la majorité francophone de la métropole québécoise, le décrochage de cette dernière s'amplifiant au fil des ans tant le pouvoir semble désormais réfractaire à la réintégrer par les grands gestes politiques nécessaires dans l'espace national, comme en témoigne l'actuelle problématique du dédoublement des hôpitaux universitaires, comme en témoigne aussi l'incapacité à assumer politiquement la question de l'intégration des immigrants, pour l'instant dénaturée par le moralisme politiquement correct avec son discrédit de politiques d'intégration assumant leur dimension coercitive comme instrument privilégié de cohésion nationale[21]. On comprendra aisément qu'une société québécoise sans centre économique ne connaîtrait rien d'autre qu'un déclin accéléré, sacrifiant au sens fort le cœur vivant de sa modernité institutionnelle pour ne plus préserver sa différence qu'à l'abri du monde, dans des régions désormais attirées à la fonction de mouvoirs identitaires. Car le consentement au fédéralisme n'est pas sans effets et correspond aussi à une difficulté de plus en plus manifeste à assumer pour lui-même un intérêt québécois qui ne soit pas systématiquement le résultat d'un compromis élaboré dans les paramètres d'un espace politique étranger.

On comprend ainsi la donne politique sortie des dernières élections : d'un côté, le Parti québécois se réclame encore d'un projet de souveraineté, qu'il aura toutefois évidé de ses contenus fondamentaux en le dénationalisant, de l'autre, l'Action démocratique sera parvenue à reformuler un nationalisme décomplexé, renonçant toutefois à problématiser l'appartenance canadienne du peuple québécois. Que l'ADQ ait déclassé le PQ comme principale formation nationaliste n'est certainement pas sans conséquences. Nous aurons ainsi basculé du souverainisme post-national au nationalisme post-souverainiste. Cet abandon de la question nationale n'en demeure pas moins une normalisation illusoire confirmant durablement l'enfermement du Québec dans un ordre où il est politiquement voué à une minorisation inéluctable. En consentant à évoluer dans un espace politique ne disposant pas d'un exercice réel de la souveraineté, le Québec semble accepter durablement de définir son existence collective à travers une définition administrative de ses problèmes collectifs, plutôt qu'une définition politique. On peut ainsi parler d'un écartèlement à venir de l'identité nationale, qui ne parviendra plus à s'institutionnaliser. Il semble qu'un double mouvement entraîne actuellement l'identité québécoise dans une dynamique de dislocation. Par la haut, la jeune élite et la jeune garde, prenant la pose humanitaire et mondialisée, semble décidée à dissoudre l'identité québécoise dans un messianisme compensatoire auquel les souverainistes ont depuis un temps servi de relais. Par le bas, on semble se convertir au prosaïsme d'un quotidien fait de viaducs et d'algues bleues, dans un dérapage typique d'une bourgade ne prétendant plus d'aucune manière prendre en charge les réalités constitutives de l'existence nationale. Dans les deux cas, c'est l'absence d'une médiation nationale complète qui confirme l'affaiblissement du pouvoir québécois et l'effacement graduel mais probablement évitable d'une différence collective qui ne soit pas ramenée à celle d'un régionalisme francophone pour de bon congédié de la grande scène de l'histoire.

L'AVENIR DU NATIONALISME

Pour ceux qui ne peuvent se résoudre à une telle provincialisation de l'identité québécoise, se pose alors la question de la survie du souverainisme dans une démocratie décentralisée pour un bon moment de la question nationale. Quel avenir peut-on alors espérer au Parti québécois si ce dernier consent à se déprendre à la fois de sa monomanie référendaire et de son progressisme crépusculaire ? Comment reprendre la lutte pour la souveraineté dans un contexte qui ne semble plus s'y prêter spontanément ? C'est pourtant une conviction élémentaire qui doit animer les partisans de l'indépendance du Québec : jamais le Québec ne pourra renoncer pour de bon à son indépendance sans consentir à la crevaision de son identité nationale. Sans l'indépendance, la société québécoise continuera de s'instituer dans un cadre appauvrissant, qui la déréalise en la privant d'un plein exercice du pouvoir qu'elle génère. Quoi qu'on en pense, une nation qui ne parvient pas à la pleine existence politique est condamnée à la dislocation institutionnelle et à la désagrégation identitaire. S'il est possible de reporter pour un temps la souveraineté comme projet, il n'est aucunement possible de la renier comme destin. Il s'agira ainsi d'accoupler dans tous les domaines souveraineté et identité, avec assez de souplesse pour ne plus transformer chaque consultation électorale en référendum, mais avec assez de fermeté pour empêcher que l'indépendance ne devienne au Parti québécois ce que la Révolution est devenue au Parti communiste français. Refaire du souverainisme un nationalisme et du nationalisme un souverainisme en redéployant à terme l'identité québécoise dans le seul cadre susceptible de l'incarner pleinement. L'obstacle prioritaire à la recomposition politique du PQ n'est certainement pas son article 1, bien que rien ne devrait empêcher les souverainistes de soutenir l'ensemble des propositions contribuant au renforcement du pouvoir québécois, notamment celles mises de l'avant par un éventuel gouvernement adéquiste. Cela permettrait enfin, pour un temps, de raccorder le nationalisme dans ses dimensions autonomistes et souverainistes, à tout le moins, de les entraîner dans un jeu de bascule politiquement porteur qui pourrait contribuer à la reconstruction d'un rapport de force dans l'ensemble canadien[22]. Cet élargissement du cadre stratégique souverainiste est même incontournable, dans la mesure où la fin du bipartisme traditionnel force le Parti québécois à trouver un tout nouveau chemin pour mener à son terme la lutte pour l'indépendance.

Mais l'essentiel pour le PQ se trouve moins dans la redéfinition de la stratégie d'accession à la souveraineté que dans la « renationalisation » de son option dans l'ensemble de ses dimensions. Pour l'instant, la première tâche du nationalisme n'est pas de prophétiser à court terme l'indépendance politique, mais plutôt d'approfondir ses contenus politiques, de s'investir d'une nouvelle charge programmatique pour contrer la liquéfaction démographique et identitaire de la société québécoise. Sur des questions comme la natalité, l'immigration, la famille, le multiculturalisme, on peut espérer un peu de courage politique des souverainistes, un peu de bon sens aussi, nécessaire à la reconquête d'un espace électoral déserté, nécessaire aussi à la reconstruction d'une collectivité abîmée en processus de désintégration. Le nationalisme demeure à concrétiser en politiques qui sauront aller au-delà d'un pédagogisme à rabais dont les effets contre-productifs n'ont plus à être démontrés. Des politiques qui nommeront clairement leur objectif, celui d'un nécessaire redressement national. Dans les temps difficiles qui sont les nôtres, le courage devrait enfin se marier avec la lucidité. Pour peu qu'on y pense, contre l'humanitarisme des uns et le provincialisme des autres, c'est probablement la meilleure posture à adopter. Et la seule.

Mathieu Bock-Côté*

NOTES

* Mathieu Bock-Côté est candidat au doctorat en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

[1] Marc Saint-Hilaire, "Rien ne sera jamais plus comme avant au Québec", *La Presse*, 27 mars 2007.

[2] Yves Boisvert, "Le nouveau visage du nationalisme", *La Presse*, 27 mars 2007.

[3] Jean-François Lisée, *Sortie de secours*, Montréal, Boréal, 2000, p. 9.

[4] Christian Dufour, *Lettre ouverte aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens demeurés fidèles au Québec*, Montréal, Stanké, 2000.

[5] Gérard Bouchard, « Diversité et identité québécoises : jeter les souches au feu de la Saint-Jean », *Le Devoir*, 24 mars 1999, p. A9.

[6] Gérard Bouchard, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde*, Montréal, Boréal, 2000, p. 182.

[7] Gérard Bouchard, *Dialogue sur les pays neufs*, Montréal, Boréal, 2000, p. 177.

[8] Gérard Bouchard, « Sortir de l'impasse en revenant aux idées fondatrices », *Le Devoir*, 17 juin 2006, p. B5.

[9] *Un projet de pays. Cahier d'amendements au programme en vue des congrès de circonscription. Document de travail*, Parti québécois, 2005, p. 3.

[10] Michel Venne, « Dix ans », *Le Devoir*, 24 octobre 2005, p. A5.

[11] Anne Légaré, *Le Québec, otage de ses alliés*, Montréal, VLB, 2003.

[12] Il suffirait de porter attention à la composition des chantiers de modernisation du Parti québécois au moment de la Saison des idées pour se convaincre de l'influence de ces mouvements sur la nouvelle direction souverainiste et sur la faible capacité des souverainistes à générer leurs propres cadres pour assurer la rénovation doctrinale de leur option.

[13] Conseil de la souveraineté du Québec, *Parlons de la souveraineté à l'école*, Montréal, Les Intouchables, 2006.

[14] Antoine Robitaille, « André Boisclair réplique à gauche et à droite », *Le Devoir*, 19 mars 2007.

[15] Mathieu Bock-Côté, « Le cul-de-sac progressiste du Parti québécois », *L'Action nationale*, mars-avril 2005. Il semble bien que la direction bloquiste ait été informée de ce problème, dans un rapport confidentiel, le rapport Alarie, qui dénonçait l'emprise du progressisme identitaire et moral sur le mouvement souverainiste et sa difficulté de plus en plus grande à incarner une coalition intégrant dans ses rangs le conservatisme social ou culturel des régions et des banlieues québécoises. Hélène Alarie, *Ni mystère ni énigme. Surtout pas mou ni tranquille ou comment le modèle montréalais ne passe pas à Québec*, Bloc québécois, 32 p. Ce rapport confidentiel et difficilement accessible a été rendu public par Antoine Robitaille, « Le Bloc lève le nez sur les régions », *Le Devoir*, 10 février 2007, p. A1.

[16] André Boisclair, « Des balises », *La Presse*, 22 novembre 2006, p. A33.

[17] Yves Chartrand, « Allaire s'en prend aux intégristes de la pensée », *Le Journal de Montréal*, 19 novembre 2006.

[18] Christian Dufour a remarqué positivement la ressemblance entre la campagne de Dumont et celle de Sarkozy, les deux conjuguant le conservatisme et la défense de l'identité nationale dans la construction d'une alternative gouvernementale à portée majoritaire. Christian Dufour, « Même combat : c'est surtout à Nicolas Sarkozy qu'il faut comparer Mario Dumont », *La Presse*, 11 avril 2007, p. A27.

[19] Michel Venne, « Dumont dérape », *Le Devoir*, 20 novembre 2006, p. A7.

[20] Antoine Robitaille, « L'ADQ et le réenracinement : des élections historiques », *Le Devoir*, 31 mars et 1^{er} avril 2007.

[21] On lira sur cette question Benoit Dubreuil, « Intégration des immigrants – Pour une approche basée sur les résultats », *L'Action nationale*, octobre 2006, p. 44-69.

[22] De bons éléments de la jeunesse péquiste ont proposé une telle redéfinition du cadre stratégique souverainiste. Collectif, « Une gouvernance souverainiste qui fait gagner le Québec », *Le Devoir*, 11 juin 2007.